



EMMANUEL FAUROUX

**LES RAPPORTS DE PRODUCTION SAKALAVA
ET LEUR ÉVOLUTION SOUS L'INFLUENCE COLONIALE
(RÉGION DE MORONDAVA)**

INTRODUCTION

L'histoire de la colonisation en pays Sakalava est celle d'une transition qui n'a pas réussi.

Elle n'a pas réussi à transformer les Sakalava en travailleurs « libres » susceptibles de vendre avec quelque régularité leur force de travail, ni à utiliser convenablement la main d'œuvre offerte par les immigrants Betsileo ou Antaisaka provisoirement « libérés » des rapports lignagers.

Elle n'a pu ainsi créer les conditions de son propre développement, de sorte que l'histoire économique coloniale du Menabe n'a été qu'une succession de projets avortés. Ce fut d'abord l'échec d'une grande colonisation qui ne réussit jamais à commencer véritablement l'exploitation des immenses concessions qui lui avaient été attribuées; ce furent ensuite la petite et moyenne colonisation agricole qui, après quelques tentatives infructueuses s'orientèrent définitivement vers des formes d'exploitation purement parasitaires; ce fut encore l'impuissance de l'administration à réaliser avant la seconde guerre mondiale une infrastructure durablement fonctionnelle.

Le bilan n'est guère plus positif pour la société Sakalava, devenue tout à la fois incapable d'assurer sa propre subsistance dans des conditions satisfaisantes, et de s'intégrer utilement au processus désormais irréversible qui conduit à des formes de production plus efficaces.

Dans le cadre limité de ce travail, nous voudrions seulement essayer de mieux comprendre certains des mécanismes de ces échecs en portant notre attention sur les formes d'articulation qui s'instaurèrent, au cours de l'époque coloniale entre l'économie coloniale et l'économie Sakalava lignagère. L'analyse de l'évolution des rapports de production Sakalava au cours de cette période sous l'influence de ces articulations devrait nous permettre de poser le problème plus clairement.

Nous nous servirons principalement dans cette tâche de documents collectés sur le terrain entre 1970 et 1973 dans le Menabe central (sous-préfecture de Morondava pour l'essentiel).

Divers documents d'Archives collectés à Madagascar et surtout en France (1) nous ont permis de compléter notre information sur cette période qui s'étend jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. Après cette date, en effet à Madagascar, les structures coloniales sont en pleine mutation et justifieraient une étude indépendante. Tenus d'être bref dans le cadre de cette contribution, nous renvoyons le lecteur qui souhaiterait plus de détails à la publication en cours qui regroupe l'ensemble des résultats de notre travail (2).

Le plan d'exposition sera le suivant:

- I — *Les rapports de production Sakalava pré-coloniaux*
 - L'organisation clanique et lignagère
 - L'institution monarchique
- II — *La mise en place des structures coloniales et l'effondrement du système hiérarchique*
 - La mise en place des structures coloniales
 - L'effondrement du système hiérarchique et l'évolution des structures lignagères
- III — *Le développement d'une petite agriculture marchande dans le cadre lignager*
 - Les formes d'apparition d'une agriculture marchande dans la société lignagère Sakalava
 - Les prélèvements opérés par le système colonial sur l'agriculture marchande lignagère
- IV — *Vers un nouvel équilibre faiblement dynamique*
 - Une société Sakalava peu différenciée et auto-suffisante
 - Les formes sociales du nouvel équilibre

Les rapports de production Sakalava pré-coloniaux

L'« ethnie » Sakalava est le résultat de la fusion dans un cadre politique unique d'un ensemble de groupes humains nettement différenciés, dont l'habitat était réparti sur toute l'étendue de la côte ouest. Au cours du XVII^e siècle, ces formations sociales autonomes furent, de gré ou de force, associées à l'expansion du pouvoir de la dynastie des Maroserana, groupe conquérant, venu du Sud-Ouest, qui allait établir sa domination du Fiherenana au Manambolo, dans tout le pays appelé depuis cette époque le Menabe.

Les systèmes de production de ces divers groupes constitutifs de l'ethnie Sakalava étaient fort divers puisque l'on trouvait parmi eux des agriculteurs sédentaires (les Tanandro), des pêcheurs de mer (les Vezo) ou d'eau douce (certains sous-groupes Vazimba), ainsi que des prédateurs (les Mikéa et d'autres sous-groupes Vazimba). Cependant, les groupes politiquement et numériquement dominants étaient avant tout des éleveurs de bœufs se livrant de façon subsidiaire à des activités agricoles et de prédation. Dans le cadre restreint de cet exposé nous nous limiterons à la description de l'organisation de ces derniers groupes.

(1) Archives nationales malgaches à Tananarive, Service des Domaines à Morondava, Archives nationales Section Outre-Mer de la rue Oudinot à Paris, Dépôt des Archives d'Outre-Mer à Aix-en-Provence.

(2) Emmanuel FAUROUX. « La formation sociale Sakalava dans les rapports marchands ou l'Histoire d'une articulation ratée » ORSTON, Paris, 1975, 405 p. *multigr.*

L'ORGANISATION CLANIQUE ET LIGNAGÈRE

Toute l'activité économique et sociale était organisée en fonction des bœufs. Les déplacements du troupeau commandaient l'occupation de l'espace et les activités économiques secondaires. L'agriculture, notamment, se pratiquait le plus souvent sur les brûlis forestiers destinés à créer des pâturages selon la technique du *hatsake*. La terre, en quantité pratiquement illimitée, n'était appropriée que collectivement et temporairement, les droits du groupe ne s'exerçant que pendant l'occupation effective. Les tâches agricoles étaient en grande partie réservées aux esclaves et aux femmes, tandis que les hommes libres se consacraient aux tâches socialement importantes, c'est-à-dire la protection armée du troupeau et l'organisation de razzias pour capturer les deux principaux éléments constitutifs de la richesse : bœufs et esclaves. La guerre se présentait ainsi comme le mode principal de génération du surplus. Elle donnait lieu aux formes les plus élaborées de coopération et figurait, avec les soins à donner au troupeau, au premier rang des préoccupations collectives.

Hors la guerre, il n'existait qu'une forme d'entraide réellement importante et institutionnalisée, celle destinée à la construction du parc à bœuf, chaque fois que le groupe changeait de résidence. Ce parc, aux dimensions souvent imposantes, puissamment défendu, symbolisait la puissance de la communauté et de son chef, et était édifié avec la participation — au moins symbolique — de tous les membres du groupe.

La coopération agricole n'avait pas cette importance. La principale culture, celle du maïs sur brûlis, ne comportait que des tâches techniquement rudimentaires, principalement l'abattage de quelques arbres en vue de favoriser la propagation de l'incendie. Un petit nombre d'esclaves y suffisait, tant la forêt de l'Ouest est vulnérable au feu. La production d'un surplus agricole n'était pas recherchée. D'une part, en effet, les produits agricoles n'étaient pas inclus dans les circuits cérémoniels (1), d'autre part, la fréquence des déplacements du groupe n'incitait pas à la constitution de stocks importants. D'ailleurs, la pénurie n'était guère redoutée car la forêt toujours proche offrait d'innombrables possibilités pour la cueillette, la chasse ou le piègeage. On ne cessait d'ailleurs jamais d'y recourir même en période de prospérité, le *tavolo* (2) constituant l'un des aliments de base au même titre que le maïs.

Les groupes territoriaux avaient pour ossature des rapports de parenté, la plupart de leurs membres appartenant à un même clan ou à un petit nombre de clans alliés (3). Mais les règles de filiation demeuraient très souples de sorte que malgré une légère dominance des traits patrilinéaires, il est plus exact de parler de système à filiation indifférenciée, puisque dans la pratique, les gens se réclamaient, selon l'opportunité, du clan de leur père ou de celui de leur mère. Ces groupes restaient d'ailleurs très ouverts aux non-parents avec lesquels pouvaient être établis des liens d'alliance matrimoniale ou de parenté fictive (4).

(1) Il convient cependant de noter l'importance du riz dans les cérémonies de certains groupes riverains de la Tsiribihina.

(2) Farine extraite d'un tubercule largement répandu dans la forêt de l'Ouest.

(3) Le clan Sakalava est constitué par l'ensemble des gens qui se considèrent comme descendants d'un ancêtre commun, qui reconnaissent l'autorité d'un même chef politico-religieux et qui ont en commun des traditions orales familiales (*lilindrazana*) et une marque d'oreille particulière pour leurs bœufs.

(4) Les deux principales formes de parenté fictive sont le *fatidra* (fraternité de sang) qui peut unir deux individus, et le *ziva* (parenté à plaisanterie) qui peut unir deux clans ou même deux groupes ethniques.

La dimension des groupes territoriaux variait entre deux limites assez rapprochées liées à la taille du troupeau: le troupeau ne devait pas être trop important, car il devenait alors exagérément vulnérable; dans ce cas on avait tendance à le scinder en plusieurs parcs déterminant autant d'unités de résidence alliées mais distinctes; à l'inverse, un troupeau trop réduit ne pouvait entretenir un nombre d'hommes suffisant pour assurer une protection efficace contre les bandes de pillards.

La morphologie des groupes était fluctuante à l'extrême. Les villages ne restaient pas longtemps sur le même emplacement: on changeait de résidence chaque fois que des maladies ou des décès laissaient supposer que le lieu avait cessé d'être bénéfique, délai qui correspondait sans doute à peu près à la nécessité technique de changer de terroir (le *hatsake* ne peut être pratiqué longtemps au même endroit). Au village, les effectifs étaient rarement réunis, car il existait un essaim de campements de deux ou trois cases, disséminés dans la brousse au gré de l'errance des troupeaux. De plus, les processus de segmentation intervenaient avec beaucoup de facilité, sans s'accompagner nécessairement de situations conflictuelles. A l'inverse, des groupes distincts pouvaient très facilement s'agglomérer pour la réalisation d'une tâche déterminée — une opération militaire le plus souvent — ou plus durablement si le besoin s'en faisait sentir.

La notion de communauté villageoise n'avait pas dans ce contexte une grande signification. Le groupe territorial était l'association d'un petit nombre de segments lignagers se déplaçant ensemble, résidant — lors des périodes sédentaires — dans des hameaux rapprochés ou dans un village unique, et reconnaissant l'autorité d'un même chef politique.

Chaque clan, ou plutôt chaque lignage au sein d'un groupe territorial avait — et a toujours — à sa tête un *Mpitoka hazomanga*, l'aîné de la lignée aînée, dont les attributions étaient principalement d'ordre cérémoniel; à ce titre, il contrôlait la gestion du troupeau. Le groupe — tous lignages réunis — avait un chef politique, généralement le *Mpitoka* du clan le plus puissant. Il ne prenait ses décisions qu'avec l'accord des autres *Mpitoka* du groupe. Il était, de plus, entouré de « conseillers » divers, souvent des sorciers, des devins ou, simplement, des gens qui jouissaient de sa confiance, parfois même des esclaves affranchis. Les divers chefs étaient inscrits dans des rapports complexes de vassalité-suzeraineté et d'alliances horizontales, expression des rapports généalogiques et de l'histoire du clan.

Un certain nombre de pouvoirs plus ou moins parallèles s'articulaient ou s'opposaient à celui du chef politique et des *Mpitoka*, notamment ceux des différents sorciers ou devins (*moasy, sikily*) dont le rôle était parfois institutionnalisé (conseiller du chef), et ceux de divers personnages servant d'intermédiaires avec les esprits en particulier à l'occasion des cérémonies de *bilo* et de *tromba*.

En définitive, le clivage aîné-cadet ne semble pas avoir eu une importance fondamentale dans cette organisation politico-lignagère, l'essentiel du pouvoir étant détenu moins par une classe d'âge que par certains individus autorisés à l'exercer dans des registres différents.

Pour fonctionner correctement, le groupe avait absolument besoin de disposer d'une richesse suffisante en esclaves et en bœufs. Un groupe sans esclaves se trouvait confronté à de redoutables problèmes pour assurer sa survie, car la nécessité de se livrer aux tâches domestiques et agricoles diminuait son aptitude à une mobilisation militaire permanente, de sorte que très souvent un groupe sans esclaves était lui-même voué à l'esclavage à moins qu'il n'ait eu la possibilité de se rallier à un groupe de parents ou d'alliés moins défavorisés. Mais, c'est surtout la dimension du troupeau

qui jouait un rôle essentiel dans la reproduction du groupe: les bœufs servant de contrepartie à la circulation des femmes, permettaient à la fois la reproduction physique du groupe et la perpétuation des formes de la hiérarchisation sociale. Dans la société Sakalava pré-coloniale, il n'y avait pas, à proprement parler de dot versée au moment du mariage: c'est la naissance des enfants qui déterminait le versement d'une contrepartie par le lignage paternel. Une application simple des lois de l'offre et de la demande permettait aux clans riches d'offrir plus lors des cérémonies liées à la naissance et se voir ainsi accorder la préférence. Ce système permettait la polygamie des clans les plus riches, mais aussi, en assurant l'importance numérique des clans riches et donc leur puissance militaire, il permettait de reproduire à l'infini l'infériorité des clans pauvres. Sur le plan idéologique, ces inégalités de statut s'exprimaient par tout un système d'institutions fort complexes car résultant d'alluvions historiques, les plus récentes s'ajoutant aux plus anciennes sans entraîner leur destruction. La division en castes est l'un de ces éléments. Ces hiérarchies s'exprimaient par l'organisation — dans les clans puissants — de cérémonies particulièrement fastueuses au cours desquelles étaient sacrifiés des bœufs dont la rareté tenait à la couleur exceptionnelle de la robe. Statistiquement, de telles bêtes ne pouvaient se rencontrer en nombre suffisant que dans les plus grands troupeaux: « Ceux qui peuvent fournir de telles bêtes font ainsi la preuve de la légitimité de leur statut social » (1).

L'INSTITUTION MONARCHIQUE

Le roi, le clan royal, constituaient le sommet de la pyramide des richesses et du prestige. Ils étaient propriétaires du troupeau le plus nombreux. Il leur était donc possible d'obtenir autant d'enfants qu'ils le désiraient puisque les « dots » qu'ils offraient étaient inégalées. La taille du troupeau royal, et donc de son pouvoir, était directement liée à sa puissance militaire. C'est cette puissance qui faisait du roi le pôle de forces centripètes, car la soumission à l'institution monarchique était, pour les habitants du Menabe, la garantie de razzias fructueuses, permettant l'accumulation d'un surplus en bœufs et en esclaves. L'adhésion au système monarchique était ainsi l'une des clés de la reproduction du système lignager, du maintien et du renforcement du statut social.

A la source de cette puissance, il y eut, initialement, l'importance quantitative du groupe entourant le roi. Ce facteur quantitatif était évidemment déterminant à une époque où la technique guerrière se limitait au maniement de la sagaie. Mais, plus tard, avec le développement du commerce de traite, des armes à feu commencèrent à circuler dans le pays apportant à ceux qui les possédaient une supériorité décisive. Le contrôle de la traite garantissait une supériorité incontestée sur les unités politiques locales, permettant le pillage des groupes insoumis et des populations vivant en bordure du territoire royal.

Dans ce contexte, les formes d'accumulation au niveau du groupe monarchique étaient principalement de trois sortes.

La plus importante concernait les biens de prestige destinés à la circulation

(1) J. LOMBARD: « La royauté Sakalava. Formation, développement et effondrement du XVII^e au XX^e siècle » — ORSTOM Tananarive 154 p. multigr. — p. 70.

cérémonielle (essentiellement les bœufs) et, jouant un rôle déterminant dans la reproduction du groupe et de sa structure politique. Cette accumulation était alimentée par le droit régalien à un partage inégalitaire des prises de guerre.

Une autre partie du butin accumulé servait d'intermédiaire aux échanges de la traite: la plus grande partie des esclaves capturés, une partie des troupeaux, certains produits agricoles ou de cueillette permettaient ainsi l'approvisionnement royal en armes et en munitions.

Il existait par ailleurs une sorte de thésaurisation ostentatoire pratiquée par les souverains, accumulant dans leur palais divers objets hétéroclites et insolites destinés à asseoir leur prestige aux yeux de leurs sujets et de leurs visiteurs. Il s'agissait presque toujours des cadeaux offerts par les traitants au début de chaque campagne d'échange.

Enfin, le roi recevait sous forme de prémices agricoles et de corvées diverses un certain nombre de prestations prélevées sur les sujets de façon très inégalitaire. D'une part, chaque clan était appelé à verser un tribut ou à fournir des corvées de nature tout à fait spécifiques (il s'agissait pour l'un d'approvisionner en poissons de mer la table royale, pour d'autres il fallait participer à la construction des cases de la Cour...). D'autre part, ces prestations ne concernaient réellement que les groupes vivant à proximité de la Cour ou dans les régions traversées par le souverain lors de ses déplacements. La fonction essentielle de ces prestations était de permettre l'entretien d'une Cour et d'une armée, c'est-à-dire d'une force répressive destinée à reproduire la domination politique de la monarchie Maroserana.

La logique des mécanismes de la traite posait cependant de redoutables problèmes. Le système, en effet, contraignait à se procurer toujours plus d'esclaves et de bœufs afin d'attirer les navires des traitants et d'obtenir les armes si nécessaires au maintien de la suprématie militaire. Pendant la période de l'expansion Maroserana l'écrasement des groupes pré-Maroserana, du sud au nord du Menabe, avait permis un approvisionnement d'autant plus facile que ces groupes étaient généralement de faible dimension et inorganisés. Mais il n'était pas possible de rançonner à l'infini des sujets, d'ailleurs peu nombreux. Il devint donc nécessaire d'organiser des expéditions hors des frontières du royaume, de plus en plus lointaines au fur et à mesure que les voisins avaient été pillés ou s'étaient ralliés. Ces opérations devinrent de plus en plus risquées et meurtrières. Il fallut aller jusqu'aux confins de l'Imerina, puis au-delà heurtant ainsi de front la redoutable puissance de la monarchie Merina en pleine expansion. Lorsque le butin était obtenu, il fallait ensuite le ramener sur de longues distances à travers des contrées mal connues et hostiles. On se heurtait ainsi à une sorte de loi des rendements décroissants applicable aux opérations de razzias.

Dès lors, le système commença à fonctionner laborieusement. D'autant plus qu'au cours du XIX^e siècle la traite changea peu à peu de nature, principalement à cause de l'interdiction du trafic des esclaves qui contraignit à rechercher de nouvelles formes d'échange à partir de nouveaux types de surplus: caoutchouc, riz, bois, cire, orseille commencèrent à prendre une importance plus grande que par le passé. Or ces nouvelles monnaies d'échange étaient beaucoup plus difficiles à contrôler de façon centralisée que les produits de razzias accessibles seulement à une puissance militaire. Ainsi, le monopole royal sur la traite devint de moins en moins réel, de nombreux chefs locaux souhaitant prendre leur part des profits. Le pouvoir royal eut ainsi de plus en plus de difficultés à s'imposer sur son propre territoire. Les succès militaires étant moins certains face à des adversaires dotés eux aussi d'armes à feu et de muni-

tions, les vassaux ne se laissèrent plus mobiliser avec la même facilité, surtout si leur implantation territoriale était éloignée de la résidence royale.

De plus, et surtout, les conflits avec l'Imerina qui ne cessèrent de se succéder à partir de 1810, contraignirent à des concessions territoriales et l'ancien royaume dut se scinder : au Nord, dans la région de la Tsiribihina, un royaume Sakalava indépendant ; au Sud, le royaume de Mahabo, étroitement contrôlé par l'administration Merina.

Ainsi, à partir de 1850, apparaissent trois zones politiquement hétérogènes :

— *au nord de la Tsiribihina*, le pouvoir royal est en décadence, mais demeure consistant : les structures politico-sociales sont — au moins en apparence — sensiblement intactes ;

— *dans le delta de la Morondava*, de Mahabo à la mer les souverains successifs n'ont qu'un pouvoir nominal et sont totalement contrôlés par l'administration Merina ;

— *aux abords de la Maharivo*, quelques chefs, vassaux très théoriques des souverains de Mahabo ou des princes de Mandabe, sont en fait totalement indépendants.

Chacune de ces zones, malgré d'inévitables interpénétrations, va subir une évolution socio-économique spécifique. Alors que le royaume de la Tsiribihina connaît une relative permanence des institutions traditionnelles, le royaume de Mahabo est le théâtre d'importantes transformations : les esclaves Makoa sont affranchis et fondent de gros villages d'agriculteurs aux abords immédiats des postes Merina. Des colons Merina et surtout Betsileo ou Kofehimando (1) apportent une innovation considérable avec l'installation de rizières irriguées dans le delta et aux abords du village de Bezezika. Un système d'exploitation coloniale est esquissé au profit de l'administration Merina avec l'institution de prélèvements fiscaux et de corvées qui se substituent aux anciennes prestations dues au roi. La douane Merina contrôle de façon assez générale les opérations de traite, en substituant aux anciens « cadeaux » dus au souverain, un impôt de 10% sur toutes les marchandises importées. Parfois, il est vrai, lorsque les rapports de force entre l'administration Merina et les chefs locaux jouaient en faveur de ces derniers, les douanes devaient leur reverser une partie de leurs recettes.

Dans la vallée de la Maharivo, par contre, on assiste à un retour au mode d'existence pré-Maroserana : les expéditions de pillage et de vendettas prennent le pas sur toutes les autres activités. Il n'y a plus de pouvoir politique réellement reconnu au-dessus des groupes territoriaux de parenté.

Ainsi, à la fin du XIX^e siècle, l'institution monarchique Maroserana est en crise profonde. De fortes contradictions opposent les clans nobles à un pouvoir royal qui n'a plus les moyens de s'imposer sans discussion. Le réseau complexe des liens historiques de vassalité est remis en question dans son ensemble. L'unité du pays n'existe plus.

Pourtant, la reproduction du système lignager n'était pas gravement remise en cause par la crise de l'institution politique. On assiste simplement à une tendance à la régression vers l'anarchie politique pré-Maroserana avec la disparition progressive des prélèvements royaux. Rien ne venait sérieusement compromettre la permanence des institutions lignagères, même si chaque groupe pris isolément se trouvait dans une situation plus incertaine.

(1) Métis Sakalava-Betsileo.

La situation nouvelle créée par l'intrusion coloniale allait avoir des conséquences beaucoup plus importantes sur la structure de ces rapports.

*La mise en place des structures coloniales
et l'effondrement du système hiérarchique*

LA MISE EN PLACE DES STRUCTURES COLONIALES

La pénétration des troupes coloniales dans le Menabe s'effectua d'abord sans coup férir au cours de l'année 1898. Mais, alors que la conquête semblait achevée, un vaste mouvement d'insurrection se déclencha soudain, en septembre 1898, à travers tout le pays Sakalava. Dans ce pays immense, mal connu, sans voies de communication, l'armée d'occupation devait rencontrer d'énormes difficultés pour rétablir la situation. Il fallut attendre 1900 pour que faiblisse l'intensité de la rébellion, 1904 pour que les effectifs militaires commencent à diminuer.

L'administration coloniale se trouva ainsi confrontée à un système qu'elle connaissait mal en dépit des remarquables efforts d'un petit nombre de militaires-ethnologues, et qui, après les événements de 1898-1900, paraissait hostile en bloc. Pour assurer rapidement le contrôle du pays, la solution la plus simple parut consister dans la réalisation d'une alliance avec la chefferie traditionnelle en vue d'utiliser directement l'appareil idéologico-politique encore en place. Les chefs auraient eu pour mission de faire exécuter les injonctions de l'administration avec laquelle ils auraient collaboré principalement par intérêt personnel. Quelques premières tentatives en ce sens parurent prometteuses: certains chefs « soumissionnaires » procurèrent très facilement, à la demande, quelques contingents de main-d'œuvre recrutés parmi leurs dépendants, et permirent même certaines rentrées fiscales tout-à-fait inespérées, dès l'établissement des premiers rôles. On plaça donc le Menabe en marge de l'organisation administrative du reste de Madagascar, en créant à partir de 1904 un « Protectorat intérieur », caractérisé par l'existence d'une administration indigène spécialisée dans l'accomplissement de certaines tâches subalternes et dont la plupart des éléments étaient recrutés parmi la chefferie Sakalava.

L'alliance ainsi esquissée n'allait en réalité pas très loin et ne s'avérait guère satisfaisante pour les chefs autochtones qui, en échange de la perte de leur indépendance, ne recevaient qu'une petite rente de l'administration et la possibilité de se livrer à quelques exactions mineures dans l'exercice de leurs nouvelles fonctions.

L'échec devint rapidement évident. Les rapports officiels de l'époque signalent tous « l'incapacité, l'inutilité absolue des descendants des Maroserana qui, devenus fonctionnaires, émargent tranquillement au budget » (1). On insiste aussi sur leur concussion évidente et sur leur « mauvais esprit » qui les amène, en sous main, à fomenter des troubles tels ces épidémies de « bilo maso » (2) qui, en 1909, 1911, 1912 et 1914, troublèrent sérieusement le pays et qui « visaient à amener un changement dans les temps actuels, c'est-à-dire le départ des français ».

Il fallut donc renoncer au Protectorat intérieur et accepter l'idée d'une administration coloniale plus interventionniste, plus nombreuse et plus coûteuse.

(1) Archives Aix 2 D 60.

(2) Phénomènes de possession collective.

Pour obtenir le contrôle direct, il était nécessaire avant tout de freiner cette mobilité de la population, qui rendait impossible tout recensement sérieux. L'instabilité traditionnelle s'était encore aggravée avec la guerre coloniale, les villages disparaissant au fur et à mesure de l'avance française, les « campements » s'installant toujours plus loin, en forêt, à l'écart des postes militaires et des routes.

S'attaquant énergiquement au problème, l'administration entreprit le regroupement autoritaire des hameaux épars en un petit nombre de gros villages, le long des principales voies de communication. Une réglementation très stricte des « villages de bœufs » s'ajoutait à ces mesures: les villageois étaient autorisés à désigner des gardiens de bœufs à raison de 1 homme pour 50 têtes déclarées; les gardiens, munis d'une carte spéciale, étaient seuls autorisés à séjourner dans les campements de brousse. Tout individu devait appartenir à un village reconnu par l'administration, tout changement de résidence devant être signalé dans le village de départ et dans le village d'arrivée. Les infractions étaient sévèrement réprimées par le Code de l'Indigénat.

Il ne faut certes pas exagérer le succès de ces mesures puisque des rapports administratifs de 1927 signalent encore que l'effort pour fixer la population doit être poursuivi avec persévérance (1). Il est indéniable cependant que, dans les zones bien contrôlées, au voisinage des principaux axes de communication, un premier pas important a ainsi été réalisé vers la fin d'une occupation laxiste de l'espace. Il devenait ainsi possible de procéder à des recensements, d'établir des rôles nominatifs permettant de se passer de l'intervention des chefs locaux.

Devant l'importance des problèmes d'ordre politique, il n'était guère possible de songer à une véritable exploitation économique du pays qui commença alors sur des bases bien modestes. On s'efforça cependant de préparer l'avenir en procédant à la mise en place de nouvelles structures économiques, en particulier en tentant de créer un marché des produits et un marché de la main-d'œuvre.

Le marché des produits

La traite pré-coloniale avait organisée tout un système de démarchage en brousse et de relais, dans lesquels les commerçants indiens jouaient un rôle essentiel. Ces réseaux aboutissaient à un petit nombre de centres commerciaux accessibles aux navires: Tsimanadrafozana, sur la Tsiribihina, Bosy, Morondava. Dans les premières années de la colonisation, ce système sera repris avec seulement quelques améliorations:

— *Des marchés locaux* furent institués, mais ils ne réussirent nullement à court-circuiter les indiens comme on avait pu l'espérer un instant: ils eurent pour conséquence principale de faciliter les échanges entre « indigènes ».

— *Le portage rendu obligatoire* (cf. infra) permit de suppléer l'absence de routes dont la construction devait s'avérer particulièrement laborieuse: le trafic put ainsi décupler entre les villages de l'intérieur et la côte.

— *De nouvelles maisons de commerce*, européennes et indiennes (ces dernières, filiales des grandes maisons de Majunga et de Nosy-Be) firent leur apparition, plus nombreuses et, parfois, plus solides que celles d'avant 1900. Contrairement à l'époque précédente, les agents locaux de ces maisons étaient plus des commerçants que de simples aventuriers.

(1) Rapport économique Belo/Ts 1927. Archives Aix 2 D 60.

Mais surtout, la nouveauté décisive consista dans la création d'une forte incitation à alimenter davantage les circuits de commercialisation par la création d'un impôt en monnaie et, notamment d'un impôt sur les bœufs qui — on l'espérait — devait pousser les Sakalava à mettre sur le marché une partie de leur cheptel.

En fait, le système ne fut alimenté — avec un succès tout relatif — que par les produits de cueillette, le nombre de bœufs commercialisés demeurant toujours inférieur aux prévisions les plus pessimistes malgré des cours relativement élevés.

Le caoutchouc de cueillette représenta longtemps le trafic le plus important, bien que la cire, le trévang, l'écorce de palétuviers, les graines de baobab fussent aussi achetées par les maisons de commerce. Le port de Morondava exporta en effet de 60 à 100 tonnes de caoutchouc par an entre 1906 et 1914, soit 3 à 5 fois plus que la production pré-coloniale d'une année moyenne. Le ramassage du caoutchouc n'était qu'une modalité de l'ensemble des activités de cueillette des paysans Sakalava ne mettant pas en œuvre des rapports de production originaux : de petits groupes d'hommes partaient ensemble dans la forêt sur des itinéraires qu'ils connaissaient bien et qui leur étaient dans une certaine mesure réservés, coupaient les lianes, les préparaient, puis transportaient les boules de caoutchouc jusqu'à la boutique de l'indien le plus proche. Les sommes obtenues semblent avoir été utilisées directement par le cueilleur, la plupart du temps pour le paiement de son impôt. L'agent ne pénétrait pas — même un instant — dans les circuits lignagers.

Les circuits de commercialisation des bœufs étaient quelque peu différents. Ils étaient animés par des intermédiaires très actifs et très mobiles, souvent d'origine Merima, qui parcouraient le pays en tous sens soit pour le compte d'indiens de la côte, soit pour celui de maisons d'Imerina. Après 1914, de grandes usines de conserves de viande (en particulier la Compagnie Frigorifique de Boanamaray) devinrent les principaux acheteurs.

Les résultats furent généralement décevants et — si l'on en croit certaines informations — les acheteurs s'approvisionnaient surtout auprès des voleurs de bœufs travaillant quasiment à la commande. Le commerce des peaux était lui aussi largement alimenté de cette manière, les bêtes volées s'écoulant plus facilement sous cette forme. Les vendeurs Sakalava restaient d'ailleurs largement en dehors des circuits monétaires. Jusque vers 1910, les indiens de brousse ne payaient pratiquement qu'en alcool et tissus. Les maquignons itinérants utilisèrent longtemps (en 1904 la pratique est encore signalée comme d'usage courant) les perles de cornaline. Ce n'est qu'à partir de 1915-1916, lors des achats massifs effectués par la Compagnie Frigorifique, que, véritablement, le paiement en monnaie et, même, en monnaie de papier, se généralisa rapidement. Mais, contrairement aux piastres pré-coloniales, conservées comme biens de prestige et parure féminine, cette nouvelle monnaie ne fut absolument pas thésaurisée, jouant le rôle d'un simple jeton permettant d'acquitter l'impôt.

Le marché de la main-d'œuvre

D'emblée, l'administration coloniale fut confrontée à un besoin urgent de main-d'œuvre pour un certain nombre de tâches indispensables : le portage pour l'armée, les premiers travaux d'infrastructure routière et d'urbanisation de Morondava, etc. En même temps, les maisons de commerce cherchaient à recruter des porteurs pour acheminer vers le port les denrées collectées en brousse grâce à l'incitation fiscale. Au moment de leur reddition, certains chefs fournirent parfois sans difficulté quelques

contingents de porteurs en gage de leur bonne foi : mais il s'agissait de prestations exceptionnelles ne durant qu'un jour ou deux, à la suite desquelles chacun rentrait dans son village malgré les pressions.

Seuls arrivaient à se procurer de la main-d'œuvre, les employeurs fortement insérés dans les structures sociales Sakalava tel le traitant L. Samat, qui, dans le pays depuis 1865, s'était allié matrimonialement ou par fatidra avec de nombreux groupes locaux et qui pouvait solliciter des prestations en travail dans le cadre du jeu normal des rapports familiaux. Les indiens jouaient plutôt sur la création de liens de dépendance personnelle avec divers chefs de clan ou avec des individus isolés en procédant à des prêts usuraires en nature. Les débiteurs ne pouvaient s'acquitter le plus souvent qu'en apportant leur force de travail et celle des membres de leur famille.

Les autres employeurs, l'administration, l'armée et les commerçants européens, bien que proposant des salaires relativement élevés, ne parvenaient à recruter que quelques dizaines d'Antaimoro, migrants provisoires venus dans le Menabe pour amasser l'argent de l'impôt.

Comme dans le reste de Madagascar, c'est donc à la contrainte directe qu'on demanda de favoriser un recrutement impossible par ailleurs, en attendant que les structures sociales aient suffisamment évolué pour « libérer » les travailleurs : ce fut l'instauration du système des corvées et des prestations.

On oppose les prestations, caractérisées par une réquisition individuelle des travailleurs, sur les bases du rôle fiscal, et destinées à des travaux d'intérêt général, aux « corvées de *Fokon'olona* » pour lesquelles la réquisition est collective, au niveau de village et qui est en principe réservée aux travaux d'intérêt strictement local.

Les « prestations » comportaient à l'origine huit à dix jours de travail sur un chantier ou sur un trajet situé à une distance limitée du village d'origine du prestataire. Elles comportaient une rémunération correspondant à peu près au 1/3 du salaire offert au travailleur libre. Le rendement étant apparu très vite d'une insigne faiblesse, il fut décidé de fixer des tâches dont la sévérité ne cessa de croître avec le temps, de sorte qu'il fallait couramment vingt à trente jours pour s'en acquitter, la rémunération correspondant toujours à huit jours de travail au taux légal. D'autre part, il était possible de payer ses impôts en effectuant des journées supplémentaires de prestation non rémunérées. Dans un pays où les sources de monnaie étaient extrêmement rares, beaucoup de contribuables n'avaient d'autre alternative que d'agir ainsi. De la sorte, il était tout à fait courant d'avoir à accomplir une quarantaine de jours de prestations. Toutefois, leur ampleur et leur dureté furent très inégalement réparties selon les zones. Dans les régions où le portage était particulièrement important les limites du supportable furent souvent franchies, comme dans le Manambolo, en 1904, où des troubles éclatèrent à la suite de réquisitions excessives de porteurs pour l'armée. Par contre, les habitants de la Maharivo semblent avoir joui d'une relative tranquillité.

Les corvées de *Fokon'olona* étaient réglementées avec beaucoup moins de précision. A l'origine il s'agissait d'étendre à l'ensemble de Madagascar l'institution Merina de l'*asam-pokonolona*, sorte de grande corvée collective réalisant, à l'initiative des groupes locaux, les principaux travaux publics. Cette institution n'avait pas d'équivalent dans la société Sakalava pré-coloniale où la notion de travaux public était inconnue. Il existait, certes, tout un ensemble de corvées au profit du souverain mais qui obéissaient à des règles très précises variant d'un clan à l'autre, chaque clan, en tout cas, ayant l'initiative de la répartition des tâches en son sein.

Avec les corvées coloniales de Fokon'olona, il n'y a, dès le départ que peu de différences avec les prestations, ces différences s'atténuant d'ailleurs avec le temps pour disparaître totalement vers 1910: alors qu'elles ne devaient primitivement concerner que des travaux d'intérêt strictement local avec une initiative relativement grande des exécutants qui auraient dû pouvoir choisir les travaux à effectuer, les dates de réalisation et les modalités d'exécution, on s'achemina peu à peu vers un allongement pur et simple de la prestation laissant toute place à l'arbitraire puisque la durée de ces « corvées » n'était pas réglementée.

Prestations et corvées étaient exécutées de façon anonyme, sans tenir aucun compte des hiérarchies sociales liées à la caste au clan ou à l'âge, le collectif des travailleurs étant placé sous les ordres de « caporaux », souvent un militaire sénégalais, redouté et détesté, aisément enclin à abuser de son pouvoir.

A partir de 1915-1920, cependant, la situation commença à s'améliorer. Quelques routes carrossables commencèrent à être sillonnées par des charrettes à bœufs, appartenant à des indiens de Morondava, Mahabo ou Mandabe. Leur charge utile était faible (à peine 300 Kg) et le coût du transport demeurait élevé (de 40 à 100 francs la tonne entre Morondava et Mahabo), mais le portage cessait ainsi d'être une nécessité vitale.

Par ailleurs, l'afflux d'immigrants Betsileo et Korao (1), attirés par le boom sur les pois du Cap, à partir de 1915, permit de disposer d'une main d'œuvre flottante, prête à s'employer sans trop d'exigences. Ce marché de la main-d'œuvre devait rester à l'état tout à fait embryonnaire jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. Les immigrants venaient dans le Menabe pour profiter de la hausse des cours des produits agricoles. Leur principal objectif était d'obtenir une terre (don, achat, location ou métayage) et ils ne se salariaient que le temps d'arriver à leur fin. Du jour au lendemain, ils pouvaient ainsi quitter leur employeur, sans préavis, puis le rejoindre quelque temps après si le besoin s'en faisait sentir. De leur côté les employeurs n'étaient pas exempts de critiques, surexploitant sans vergogne leurs employés, refusant parfois purement et simplement de les rémunérer lorsque la tâche entreprise était terminée (2). Par ailleurs, des accords parfaitement illégaux étaient parfois conclus entre employeurs et immigrants: certains concessionnaires Européens acceptaient de fermer les yeux sur des vols de bœufs pratiqués par leurs salariés, les protégeant même contre les investigations de la gendarmerie en échange de prestations en travail rémunérées à des taux infimes.

L'administration fut complètement impuissante à régulariser ce marché et à faire appliquer la législation. Les « contrats d'engagement » demeurèrent pratiquement inconnus dans la région. En 1922, il y en eut seulement 22 régulièrement enregistrés dans le district de Moroddava, 12 dans le district de Belo encore ne concernaient-ils exclusivement que des contrats entre Indiens et Antaimoro résidant au chef-lieu du district. Aucun contrat ne fut enregistré à cette époque dans tout le district de Mahabo. On a une idée de l'importance des départs de salariés sans préavis en apprenant qu'en 1933, dans le district tabacole de Miaddrivazo, il y eut 100 « désertions » enregistrées sur 3 ou 400 engagements.

Ainsi, les structures d'une économie de marché ont été mises en place dès les débuts de la colonisation, mais leur fonctionnement s'est avéré d'emblée extrême-

(1) Korao: terme générique utilisé sur la côte ouest pour désigner les ethnies du sud-Est de Madagascar: Antaisaka, Antaimoro, Antambahoaka, etc.

(2) Rapport des Services de la main-d'œuvre — Aix 2 D 60.

ment laborieux. Nous allons essayer de mieux comprendre l'origine de ce mauvais fonctionnement en analysant certains aspects de l'impact social de la colonisation à ses débuts.

L'EFFONDREMENT DU SYSTÈME HIÉRARCHIQUE ET L'ÉVOLUTION DES STRUCTURES LIGNAGÈRES

Après l'intermède manqué du Protectorat intérieur, il devint évident que les bases du pouvoir de la chefferie et de la monarchie Sakalava allaient s'effondrer brutalement.

La colonisation porta d'abord atteinte à la clé de ce pouvoir, aux énormes troupeaux de bœufs appartenant au roi et aux principaux chefs. Le troupeau de la reine de Mahabo, intégralement saisi par l'armée française, fut vendu aux enchères. Il en fut de même pour les troupeaux de tous les chefs rebelles, réquisitionnés dans la mesure du possible et redistribués aux villages qui firent les premiers leur soumission, c'est-à-dire aux villages d'esclaves ou de gens défavorisés par les structures traditionnelles. De façon moins drastique mais tout aussi efficace, l'impôt sur les bœufs, perçu à partir de 1912, devait porter un coup définitif aux plus gros troupeaux pour lesquels l'évasion fiscale était particulièrement difficile.

Par ailleurs, la « paix française » rendait hasardeuse les opérations de razzias qui, autrefois, permettaient seules l'accumulation d'un surplus significatif. Certes les vols de bœufs ne disparurent pas complètement — ils sévissent encore aujourd'hui — mais ils furent durement réprimés (une vingtaine de peines capitales prononcées dans le Menabe central entre 1915 et 1930) — et surtout ils prirent une allure « sauvage », devenant des opérations de banditisme récompensant l'audace et la témérité d'un petit nombre d'exécutants plutôt que des opérations militaires organisées au profit des « grands ». Les vols de la période coloniale ne contribuaient plus à la reproduction du pouvoir des grands, même si ceux-ci connaissaient et couvraient parfois les activités de leurs anciens subordonnés.

D'autre part, la colonisation a consacré l'abolition définitive de l'esclavage, mesure lourde de conséquence pour une société qui reposait en grande partie sur l'exploitation du surtravail agricole de la classe servile. Depuis l'occupation Merina, certes, l'esclavage était en déclin : la traite était officiellement abolie et les esclaves Makoa avaient été libérés sur tout le territoire contrôlé par les Merina. En pratique, l'effectif des esclaves ne se renouvelait plus que par le croit, sauf dans certaines régions isolées, comme l'arrière-pays de Maintirano où la « traite des noirs » demeura florissante jusqu'à la fin du siècle. Néanmoins, l'abolition dans un pays où la terre n'était pas rare posa un redoutable problème aux anciennes classes dirigeantes : les anciens esclaves n'eurent aucune difficulté, sans période transitoire, à assurer leurs besoins : ils n'eurent généralement pas, comme en Imerina, à devenir les métayers de leurs anciens maîtres. Pour ces derniers, par contre, inadaptés techniquement et idéologiquement aux tâches agricoles, le renversement fut brutal et l'adaptation laborieuse.

Au niveau des structures lignagères proprement dites, les transformations liées au premier impact colonial résultaient essentiellement de l'effondrement du rôle politico-idéologique joué par le clan. Mais, si le système hiérarchique dans lequel les clans étaient insérés est compromis, le fonctionnement « horizontal » du système n'est nullement atteint.

Les clans perdirent leur cohésion dès que le système hiérarchique cessa de bien fonctionner. Ils continuèrent à servir de référence idéologique mais eurent tendance

à se segmenter en autant d'unités socio-politiques qu'il y avait d'unités de résidence. En d'autres termes le nombre des *Mpitoka hazomanga* eut tendance à se multiplier, chaque segment lignager ayant tendance à ignorer les autres. Ainsi, l'appartenance clanique se mit à moins compter que la résidence. Mais, par ailleurs, les bases économiques du système n'étaient pas remises en cause. Les troupeaux de taille moyenne, au cours de cette première période, ne furent que faiblement gênés par la fiscalité et de très vastes territoires de parcours leur demeuraient accessibles malgré l'attribution des premières concessions à des colons étrangers. Les cultures d'auto-subsistance, à très faible technicité, la cueillette de produits forestiers demeuraient possible malgré la défection des esclaves.

La situation nouvelle offrait même de plus grandes possibilités aux clans de basse ou de moyenne origine sociale qui virent s'élargir considérablement le nombre des clans pouvant entrer en relation matrimoniale avec eux.

En un mot, la colonisation à ses débuts a permis le développement de la contradiction qui opposait aux classes dirigeantes les clans mal placés dans la hiérarchie traditionnelle. Sur les bases du relatif nivellement social ainsi réalisé, le système lignager demeurerait parfaitement apte à se reproduire puisque les fondements de l'activité productive demeuraient sensiblement intacts. Les paysans Sakalava n'avaient donc aucune raison — hormis la contrainte — de sortir de leur système de production pour venir offrir leur force de travail sur le marché de la main-d'œuvre en échange d'une rémunération qui ne représentait aucune signification dans leur système de valeurs.

Le développement d'une petite agriculture marchande dans le cadre lignager

LES FORMES D'APPARITION D'UNE AGRICULTURE MARCHANDE DANS LA SOCIÉTÉ LIGNAGÈRE SAKALAVA

Pour des raisons politiques que nous avons signalées, la colonisation économique du Menabe fut longue à démarrer. Certes, dès les débuts de l'occupation militaire, quelques très grandes concessions furent attribuées à de grandes compagnies de colonisation. Mais il ne s'agissait que de jalons pour une éventuelle exploitation ultérieure puisque sur les 33 000 hectares alors attribués dans la région de Morondava (1), il n'y eut aucun début de mise en valeur avant 1930, et en 1940 un millier d'hectares seulement étaient réellement utilisés.

Le véritable démarrage de l'exploitation économique, à une échelle moins ambitieuse, allait survenir après 1915 avec le grand boom sur les pois du Cap. Alors les bases de l'activité économique traditionnelle allaient être radicalement transformées notamment en ce qui concerne la situation foncière et le statut de la terre.

Au début de la Première Guerre mondiale, les cours du pois du Cap augmentèrent dans des proportions considérables sur la place de Londres. Immédiatement, les sociétés d'import-export de la côte ouest de Madagascar se mirent à offrir des prix relativement élevés aux producteurs locaux. La production crût alors brutalement :

(1) En ce qui concerne les concessions foncières, nous ne prenons en considération que celles situées dans la sous-préfecture de Morondava et dans la partie de la sous-préfecture de Mahabo qui entoure le village de Bezezika. Pour les autres zones, cf. la contribution de B. SCHLEMMER.

de 3 000 tonnes en 1910, elle passa à 6 000 en 1915 et 15 900 en 1918 (ce qui restera d'ailleurs un chiffre record).

Cette augmentation provenait de deux sources. D'abord d'un important contingent d'immigrants Betsileo et Korao, salariés ou métayers de Sakalava ou de colon étranger, mais aussi exploitants directs lorsqu'ils avaient réussi à se procurer des terres.

L'augmentation provenait ensuite d'une petite et moyenne colonisation étrangère qui devait se développer surtout à partir de 1930 en utilisant très largement la main-d'œuvre fournie par les immigrants.

Ainsi, en quelques années, la situation foncière se transforma radicalement dans toute la zone dite des *baiboho* sur les berges des cours d'eau qui traversent le pays. Jusqu'alors, l'accès à la terre ne posait aucun problème: les nouveaux arrivants n'avaient qu'à demander l'autorisation au propriétaire traditionnel qui n'était généralement que le dernier occupant des lieux. S'il n'y avait pas, entre le demandeur et le propriétaire de liens sociaux préexistants (parenté directe, par alliance ou *ziva*), l'autorisation passait presque toujours par la cérémonie de *fatidra* qui créait des liens de parenté fictive. Après quelques années de travail sur place, le nouvel arrivant devenait propriétaire de plein droit.

Les débuts de la riziculture irriguée, apportée par les Merina et les Betsileo, avaient provoqué un premier changement. Les terres irriguables étaient relativement rares et donnaient lieu à d'importants aménagements hydro-agricoles correspondants à d'importantes quantités de travail accumulé. Les propriétaires de rizières — presque exclusivement des colons Merina et Betsileo groupés dans un petit nombre de villages tels Bezezika, Androvabe, Androvakely plus quelques Makoa à Andranoteraka, Antsakamirohaka... — se trouvaient ainsi dans une situation de monopole par rapport aux nouveaux arrivants venus des plateaux. Des formes de métayage et de location ou de ventes foncières apparurent alors entre immigrants anciens et nouveaux. Dans l'ensemble du Menabe, ce particularisme foncier ne concernait que quelques dizaines d'hectares.

Avec le développement des cultures de *baiboho*, de vastes zones, le long des cours d'eau, englobant des terroirs villageois Sakalava tout entier vont être concernées par ce brusque intérêt pour la terre, qui va se traduire par l'apparition d'une rente foncière potentielle au bénéfice des Sakalava « originaires ». Le problème se posait schématiquement de la façon suivante: de forts contingents d'immigrants arrivaient dans le pays et repéraient les zones où la culture de pois du Cap serait possible. Presque toujours celles-ci étaient en friches. Les propriétaires traditionnels jouissaient de droits tout à fait flous car il n'y avait jamais eu de véritable mise en valeur, mais généralement une simple utilisation comme terre de parcours pour le bétail. Le rapport de force ne jouait pas en faveur des immigrants qui acceptaient presque toujours les conditions qui leur étaient imposées. Avant le boom, les propriétaires traditionnels ne se manifestaient généralement pas ou attribuaient gratuitement les terres demandées après l'établissement de liens de *fatidra*. Après le boom, la situation changea radicalement. La fiscalité était devenue lourde pour les Sakalava dans un pays où la monnaie était extrêmement rare. Le métayage devenait, dans ces conditions une solution évidente, d'autant plus facile à mettre en œuvre que les immigrants, se faisant entre eux une forte concurrence, proposaient eux-mêmes cette solution tout à fait courante dans leur pays d'origine.

Deux formules furent généralement pratiquées. Lorsque les terres étaient en friches, la redevance à fournir au propriétaire se limitait au 1/3 de la récolte pendant les pre-

nières années. Si la terre était immédiatement utilisable, la redevance atteignait la moitié de la récolte. Certains accords de gré à gré concernaient la fourniture de semences et d'outils. Quand celle-ci n'était pas effectuée par le bailleur — c'était le cas le plus fréquent — ce dernier s'engageait souvent à payer une partie ou la totalité de l'impôt dû par son métayer.

En définitive, cette nouvelle situation foncière allait dans le même sens que les mesures autoritaires visant à sédentariser la population, les titulaires de droits fonciers ayant tendance à pratiquer une mise en valeur ostensible afin d'éviter par avance des contestations d'autant plus vraisemblables que les véritables droits traditionnels étaient passablement embrouillés.

Avant la Seconde Guerre mondiale, le grand développement agricole lié au pois du Cap n'avait touché qu'une petite partie du Menabe central : le delta de la Morondava, de Mahabo à la mer. Là, en une vingtaine d'années, le paysage rural s'était complètement transformé : la quasi-totalité des terres cultivables avaient été défrichées, des villages d'immigrants s'étaient établis en bordure des concessions européennes ou indiennes, la forêt avait presque complètement disparu, les terroirs villageois s'interpénétraient provoquant d'incessants conflits aggravés encore par les problèmes de cohabitation entre groupes ethniques différents. Avec la forêt, avaient disparu les terrains de parcours traditionnels du bétail Sakalava, indésirable, par ailleurs, dans une région à forte densité de cultures. Dès lors, d'importantes modifications devaient intervenir dans l'occupation de l'espace par les populations Sakalava.

Les Sakalava vivant dans le delta au début de l'époque coloniale semblent avoir réagi principalement de trois façons, en fonction de leur statut et de l'importance de leurs troupeaux.

a Ceux qui pouvaient bénéficier de la rente foncière offerte par les immigrants sont dans l'ensemble restés sur place, s'adaptant tant bien que mal aux nouvelles conditions. Ils sont restés plus aisément lorsqu'ils possédaient peu de bêtes. Dans le cas contraire, les groupes familiaux ont eu tendance à se scinder, une partie restant sur place pour bénéficier de la rente foncière, une autre partie se rendant dans le Nord ou, plus rarement, vers la Maharivo, afin d'assurer l'existence du troupeau.

b Les propriétaires de troupeaux de petite ou moyenne dimension, ne bénéficiant pas directement de la rente foncière, ont eu tendance à se déplacer de quelques kilomètres seulement, s'installant immédiatement au nord du delta, sur la rive droite de la Morondava, fondant ou augmentant les villages de Mangily, Andrenalafotsy, Belobaka... Là, il était encore possible de pratiquer la culture du maïs sur brûlis, à condition d'organiser certaines rotations, et quelques pâturages demeuraient accessibles dans la forêt de Mangily, malgré les énormes concessions attribuées à des étrangers dans la région d'Andranomena-Marofandilia.

c Les propriétaires de troupeaux importants ont migré de façon beaucoup plus radicale, vers la Tsiribihina et la Manambolo, au nord, suivant ainsi la voie des migrations historiques de l'ethnie, ou plus rarement, vers la Maharivo et l'Andrangory au sud. La forêt de Mahaboboky, au sud de la Maharivo, est immense et était encore à l'époque pratiquement inconnue des Européens, permettant d'abriter d'immenses troupeaux loin de tout contrôle fiscal sérieux.

Pourtant, même dans les zones où une activité de type traditionnel avait pu être préservée, d'importantes adaptations se sont imposées. En particulier, pour faire face aux besoins d'argent liés à l'impôt et aux divers achats de produits importés devenus indispensables, les Sakalava se résolvant difficilement à vendre une partie

de leur troupeau n'eurent d'autre alternative que de devenir eux aussi agriculteurs afin de tirer profit de la hausse des prix des produits agricoles. Cela n'allait pas sans problèmes. L'abolition de l'esclavage avait révolutionné les rapports de production, scindant les Sakalava en deux catégories. D'une part, les anciens hommes libres, propriétaires de bœufs et peu enclins à se livrer à des tâches agricoles; d'autre part, les anciens dépendants, démunis de troupeaux, mais familiers des techniques agricoles pré-coloniales. Ces dernières, telles le maïs sur brûlis forestiers, étaient cependant fort différentes des techniques culturales utilisées pour les pois du Cap et la riziculture irriguée. De la sorte, pour les deux catégories, l'adaptation fut difficile. Le problème majeur semble avoir résidé dans la nécessité de définir des formes de coopération qui n'existaient pas dans le système de production traditionnel. Les informateurs, interrogés sur l'histoire des formes de travail dans la région, mentionnent tous les blocages qui apparurent alors. Les solutions différèrent selon qu'il y avait ou non sur place des immigrants déjà coutumiers des formes élargies de coopération agricole. Ces immigrants étaient nombreux dans le delta de la Morondava, assez rares dans la vallée de la Maharivo.

Dans le delta de la Morondava, les Sakalava utilisèrent très largement la force de travail offerte par les immigrants, sous des formes plus ou moins inspirées du métayage. Il y eut, très schématiquement, trois modalités principales:

a des immigrants — surtout Korao — *s'installent dans le pays*, repèrent une terre vierge qui semble n'appartenir à personne, la défrichent. Ce travail achevé, le(s) propriétaire(s) traditionnel(s) se présente(nt) et réclame(nt) une part de la production après avoir démontré la réalité de leurs droits ancestraux. Dès que ces métayers de fait seront repartis, le propriétaire sera en possession d'une terre prête à de nouvelles cultures.

b le propriétaire et l'immigrant passent un contrat verbal de métayage: selon les modalités déjà décrites avec redevance du 1/3 ou de la moitié selon que la terre est ou non défrichée.

c le propriétaire fait appel à des immigrants pour procéder au défrichement mais ne leur confie pas les autres opérations culturales. A titre de rémunération, il paiera leurs impôts et leur remettra une petite redevance, le plus souvent en monnaie, sur le produit récolté. Pour les opérations culturales qui suivent le défrichement, le propriétaire Sakalava utilise une entraide familiale restreinte de type traditionnel. Il peut aussi se faire assister, contre une rémunération qui sera versée au moment de la récolte par des immigrants qui ne sont pas forcément ceux qui ont procédé au défrichement. Ce n'est donc pas encore tout à fait le salariat (la rémunération est souvent en nature et, si elle est en argent, son taux est fonction de la récolte et non de la durée de la prestation), mais ce n'est plus tout à fait du métayage.

Dans la vallée de la Maharivo, où les immigrants étaient rares, il ne fut guère possible de procéder de la sorte. On utilisa là aussi plusieurs types de solutions.

En premier lieu, il existait sur place un petit nombre de concessions Merina ou Betsileo (notamment à Ambohivary, Ambahivahibe, Voloahy) qui pour les travaux importants, recrutaient la seule main-d'œuvre disponible, celle des villages Sakalava alentour. Ce recrutement s'opérait selon les modalités traditionnelles, c'est-à-dire que le planteur Merima ou Betsileo était, généralement lié par le *fatidra* à un notable Sakalava. Celui-ci convoquait les membres de son clan et ses alliés pour effectuer les travaux demandés dans le cadre de grandes festivités calquées sur le modèle des grandes cérémonies communautaires. Le défrichement achevé, il n'était plus nécessaire, les années suivantes, de recourir à d'aussi coûteuses manifestations: la famille du planteur,

celle de sa femme si, comme dans beaucoup de cas il avait épousé une Sakalava, suffisaient amplement aux tâches culturelles ordinaires.

Quelques riches chefs de clan Sakalava s'inspirèrent de cet exemple et procédèrent ainsi dans leur village (ce fut le cas à Befasy, notamment vers 1920) réalisant à leurs frais des défrichements qui profitèrent ensuite à tous les villageois ayant participé au travail.

Dans d'autres cas, il semble y avoir eu de véritables concertations collectives pour décider de la marche à suivre. Des réunions de *Fokon'olona*, notamment à Beleo, eurent lieu sur ce thème et aboutirent à de grandes séances de travail communautaire réalisées, cette fois, sans les festivités traditionnelles. Les zones défrichées étaient ensuite réparties entre les participants avec attribution de droits personnalisés.

Enfin, l'administration coloniale, pour obtenir certaines prestations et corvées avait jugé commode de diviser chaque village en un certain nombre de parties désignées par les villageois du nom de « dodoke ». Chaque « dodoke » fournissait un nombre égal de travailleurs sous la responsabilité d'un chef de dodoke désigné par l'administration et responsable devant elle. La division du village en parties s'opérait selon des critères purement géographiques, sans tenir aucun compte des rapports de parenté. En cas d'inexécution de la tâche fixée, les membres du dodoke étaient frappés de certaines sanctions collectives. Cette institution purement coercitive fut parfois reprise (à Bezeika notamment) pour organiser, librement cette fois, les travaux collectifs indispensables.

Les défrichements achevés, il suffisait, les années suivantes, de recourir à une entraide familiale limitée, telle que la connaissait déjà la société pré-coloniale.

Dans l'ensemble, ce démarrage d'une agriculture Sakalava sédentaire s'effectua dans de fort mauvaises conditions: l'inexpérience des Sakalava en matière de technique agricole, la persistance d'une idéologie ne valorisant pas, loin de là, le travail agricole, l'inadéquation des formes traditionnelles de coopération se prêtant mal aux nouveaux types de culture sont autant de raisons qui contribuent à expliquer ces difficultés. Très souvent, de plus, les Sakalava n'ont pas su ou n'ont pas pu défendre leurs droits fonciers. Plusieurs exemples montrent des propriétaires Sakalava s'endettant auprès de leurs métayers Betsileo, plus besogneux et contraints de donner leur terre en gage (cas du village de Marovoay où toute une partie du terroir est ainsi passée aux mains des immigrants). D'autre part, les Européens et les Indiens ont réussi, dans une large mesure à accaparer les meilleures terres en utilisant les rapports de force mis en place par la colonisation.

LES PRÉLÈVEMENTS OPÉRÉS PAR LE SYSTÈME COLONIAL SUR L'AGRICULTURE MARCHANDE LIGNAGÈRE

Nous avons déjà indiqué comment, par le jeu combiné de la contrainte fiscale et d'un marché des produits relativement rémunérateur, la colonisation avait suscité l'apparition d'une agriculture Sakalava. Le fonctionnement du système mérite que l'on s'y arrête un instant.

L'appareil commercial hérité de la traite était constitué par un ensemble de « maisons » de petite et moyenne dimension se livrant entre elles à une concurrence assez rude, marquée par les surenchères entre les divers intermédiaires de brousse s'efforçant de se procurer parfois très cher des produits encore très rares et fortement demandés par le marché international. Le boom sur les pois du Cap de 1915 à 1918 est le meilleur exemple de cette situation caractérisée par une forte élasticité à la

hausse des prix à la production. Il y eut, en réponse, une forte augmentation des quantités produites, mais il semble que l'on se soit heurté très vite à un seuil au-delà duquel la production n'augmentait plus que très faiblement, voire diminuait: les Sakalava qui ne cherchaient qu'à obtenir l'argent de leurs impôts cessaient de produire dès que cet objectif était atteint; de même, les immigrants au lieu de rester dix ans pour amasser leurs économies, repartaient au bout de cinq années, sans chercher à accumuler un surplus monétaire dont ils n'avaient que faire dans les structures sociales de leurs sociétés.

Le marché, cependant, s'organisa peu à peu. La chute brutale du cours des pois du Cap entre 1920 et 1922 provoqua l'effondrement des maisons les plus vulnérables, laissant la place à un petit nombre de « compagnies » fort solides (1). Cette tendance oligopolistique de la demande s'aggrava encore lorsque les acheteurs passèrent des accords visant à éliminer la concurrence mutuelle, en se partageant le territoire en zones réservées. A partir de cet instant, les prix au producteur purent être maintenus systématiquement bas. Du point de vue de l'économie coloniale et de son souci d'obtenir un surplus commercialisable, ce système élastique à la hausse devenait nettement plus efficace. En pratique, il suffisait d'une hausse des impôts, et surtout, de l'impôt sur les bœufs, pour voir apparaître une production agricole sensiblement supérieure et pour que les défrichements augmentent autour des villages, ainsi qu'en témoignent les « Rapports de tournée » des administrateurs locaux.

Après les pois du Cap, le riz (de 1929 à 1939), le maïs (de 1937 à 1939) connurent des périodes de haute production.

Malgré son amélioration, le système ne permettait encore que des prélèvements médiocres. On tenta d'y remédier en utilisant la contrainte.

Quelques tentatives de cultures obligatoires avaient été effectuées dans les premières années de la colonisation autour de certains postes qui avaient absolument besoin de s'approvisionner sur place. De même, entre les deux guerres, on avait tenté de rendre obligatoire la culture du manioc dans les villages ne faisant pas de pois du Cap. Paradoxalement, il s'agissait d'une incitation à la pratique de cette dernière culture. Malgré les résultats à peu près nuls de ces diverses mesures, la situation de pénurie créée par les événements subis par Madagascar en 1942-1943 (2) amena l'administration à tenter l'expérience dite du « travail minimum »:

« Tout homme valide étant réputé agriculteur, s'il ne justifie d'aucune profession, est tenu à ce titre de cultiver au moins trois hectares de terrain de riz, maïs, arachide ou manioc » (3).

Des contrôles très lourds devaient être effectués par les fonctionnaires d'autorité et par les divers agents des services d'agriculture, astreints à trois semaines de tournées par mois. Les villages étaient collectivement responsables et devaient avoir mis en valeur une « surface minimum » égale au nombre de villageois valides multiplié par 3 hectares.

L'échec fut total et l'expérience ne fut pas renouvelée.

En définitive, le seul mode efficace d'extorsion de surtravail agricole consista, pour la colonisation, à confisquer purement et simplement la rente foncière Sakalava.

(1) Entre 1925 et 1930, il n'y a plus à Morondava que 3 puis 2 indiens importants, la puissante Compagnie lyonnaise de Madagascar et 3 puis 2 sociétés européennes.

(2) Occupation de l'île par les troupes britanniques.

(3) Rapp. circonscription agricole Morondava 1943. Archives Aix 2 D 177.

L'utilisation unilatérale de la législation foncière française permit très légalement aux colons qui le désiraient de s'approprier d'importantes surfaces de bonnes terres appartenant jusque là à des Sakalava ou, beaucoup plus rarement à des immigrants Betsileo ou Merina anciennement installés dans le pays. Le plus souvent, il n'y avait d'autre contrepartie qu'une modeste somme à verser au Service des Domaines avec les plus grandes facilités de paiement. Les formes légales, pourtant très bienveillantes pour les colons, puisqu'elles ne reconnaissent le droit traditionnel que lorsqu'il n'entraîne pas en conflit avec des prétentions émanant d'Européens ou « assimilés », furent très souvent dédaignées, suscitant un climat de dol et de violence dont les autochtones furent toujours les victimes. Dans la crainte des conséquences politiques pouvant résulter d'exagérations trop manifestes, l'administration dut tant bien que mal tenter de réfréner les appétits de certains colons, entrant avec ces derniers en d'incessants conflits.

Le tableau ci-dessous donne un bref raccourci du problème (1).

MODE D'ACQUISITION PAR DES NON-MALGACHES DE TERRES APPARTENANT AUPARAVANT A DES SAKALAVA EN FONCTION DE LA DATE D'IMMATRICULATION PAR LE NOUVEAU PROPRIÉTAIRE

	Avant 1920		1920 1929		1930 1939		1940 1953		Date inconnue		Total	
	Nb	Surface	Nb	Surface	Nb	Surface	Nb	Surface	Nb	Surface	Nb	Surface
Saisie d'un débiteur	2	54	7	126	5	50	4	142			18	372
Occupation de fait sans accord des Fokon'olona	5	32 903					2	3 044			7	35 947
Exactions diverses (2)	1	48	2	21	13	783	7	868	1	11	24	1 731
Accords passés avec le ou les Fokon'olona					2	107					2	107
Achat dans les formes régulières	1	8	1	84	3	89	4	93			9	274
Total	9	33 013	10	231	23	1 029	17	4 147	1	11	60	38 431

(2) Les principales exactions relevées sont: achat dans des conditions nettement dolosives, dépassement — lors de l'immatriculation — des limites régulièrement attribuées par le vendeur ou le cédant, accord passé avec un individu isolé alors qu'il s'agissait d'une propriété collective.

On remarque immédiatement que 11 immatriculations sur 60 représentant à peine 1% des surfaces ont été effectuées dans des conditions régulières. L'atteinte ainsi portée au domaine foncier des Sakalava du delta est considérable. Certains terroirs villageois tels ceux de Tsimahavo, Antsakoameloka, Ampasy... ont été amputés de 60 à 75% de leurs meilleurs terres.

Les nouveaux propriétaires n'étaient généralement pas des professionnels de l'agriculture, mais des commerçants ou de simples aventuriers. Pour recruter la main-d'œuvre dont ils avaient besoin, ils eurent recours à peu près exclusivement au

(1) Nous rappelons que les chiffres indiqués ne concernent que la sous-préfecture de Morondava et une très petite partie de celle de Mahabo. Les chiffres indiqués auraient été fortement multipliés si les sous-préfectures de Miandrivazo et de Belo/Tsiribihina avaient pu être prises en considération, ces deux dernières ayant été fortement touchées par la fièvre du tabac.

métayage, déjà bien connu dans le pays et qui autorisait un absentéisme à peu près total du propriétaire, celui-ci n'intervenant qu'au moment du recrutement de nouveaux métayers et lors du partage de la récolte. A de rares exceptions près le bailleur ne procédait à aucune amélioration technique, et ne fournissait que les outils les plus rudimentaires. Quant aux divers travaux d'infrastructure hydro-agricole ils ne furent à peu près jamais effectués par la colonisation: le réseau principal des canaux fut entrepris par l'administration utilisant le main-d'œuvre villageoise sous forme de prestations; les réseaux secondaires étaient dus à l'initiative de ces mêmes villageois. Ces systèmes d'irrigation fonctionnèrent d'ailleurs très mal (ensablement des canaux, assèchement des bras de rivière sur lesquels les prises d'eau étaient placés) et engloutirent un nombre extraordinaire de journées de travail, sans résultat durable.

Les Sakalava expropriés n'eurent d'autres ressources, dans de nombreux cas, que de se placer comme métayers chez le nouveau propriétaire continuant à travailler selon les mêmes formes de coopération familiales qu'auparavant. Tous ceux qui le purent, cependant, préférèrent soit s'exiler, soit vivre avec les terres qui restaient encore, de sorte que les colons durent avoir largement recours à des métayers Korao qui offraient l'avantage d'être fort peu exigeants. Le tableau ci-dessous indique l'ethnie des paysans mettant en valeur pour le compte de non-malgaches les terres anciennement appropriées par des Sakalava (en nombre de chefs de famille).

	<i>Métayers</i>	<i>Journaliers</i>	<i>Gardiens saliariés</i>	<i>Total</i>	<i>%</i>
Sakalava	146	—	5	151	30,5
Korao	279	30	—	309	62,5
Betsileo	19	—	1	20	} 7
Autres immigrants	13	—	1	14	
Total	457	30	7	494	100

Ce tableau a été établi à partir des renseignements concernant 32 concessions ayant fourni des résultats exploitables; le chiffre retenu concerne les travailleurs en place dans l'année qui a suivi l'immatriculation.

Il s'agissait donc d'un système purement parasitaire puisqu'une bonne partie des terres concernées étaient déjà exploitées et que les autres, sous l'effet de la pression démographique, l'auraient été à leur tour dans les années suivantes. Le paysan était contraint de travailler deux fois plus (il s'agit presque toujours d'un métayage à moitié) pour maintenir son niveau d'auto-consommation, la contre-partie monétaire du surplus prélevé étant consacrée à des dépenses improductives (luxe du train de vie des colons européens) dont une bonne partie, d'ailleurs, était effectuée hors de Madagascar. Les améliorations de productivité amenées par le système furent insignifiantes. Il fallut attendre 1933 pour voir trois charrues arriver à Mahabo et si, quelques tracteurs sont signalés dans les grandes concessions de la Tsiribihina, les premiers n'arriveront dans la région de Morondava qu'après la Seconde Guerre mondiale.

Vers un nouvel équilibre faiblement dynamique

Au terme de l'époque coloniale, proprement dite, vers la fin de la Seconde Guerre mondiale, la société Sakalava semble s'acheminer vers un nouvel équilibre profondément différent de celui qu'elle connaissait à l'époque monarchique.

Les bases du nouvel équilibre résident dans une situation économique inédite, caractérisée par :

- la capacité du système à assurer sa propre subsistance, malgré les interférences de l'économie coloniale;
- la faiblesse des processus de différenciation économique qui — s'ils existent — ne peuvent déboucher sur des mécanismes auto-cumulatifs.

UNE SOCIÉTÉ SAKALAVA PEU DIFFÉRENCIÉE ET AUTO-SUFFISANTE

Les sources de la richesse sont d'une part la terre et la production agricole, d'autre part, comme autrefois, les bœufs. Nous allons voir que le nouveau contexte socio-économique interdit le développement d'une différenciation importante de ces types de richesses.

En ce qui concerne les terres, il importe de distinguer les zones en fonction de l'intensité du peuplement.

Le long de la Maharivo, par exemple, où la densité humaine est faible et où la terre continue à n'être pas rare, la propriété foncière n'est toujours pas, à l'heure actuelle, un facteur significatif de différenciation économique. L'essentiel des rapports de coopération s'exerçant à l'intérieur du segment de lignage, on s'aperçoit tout simplement que chacune de ces unités de production met en culture une surface sensiblement proportionnelle au nombre d'actifs qui la composent. Les observations faites sur ce point à Tanandava-Lavaravy, Befasy, Beleo sont extrêmement nettes,

Dans le delta de la Morondava, plus peuplé, la situation est radicalement différente. En quelques années, de 1910 à 1935 principalement, les Sakalava s'y sont vus exproprier de leurs meilleurs terres au profit de colons européens, de commerçants indiens, mais aussi parfois d'anciens esclaves Makoa ou de métayers Betsileo. L'immatriculation a très largement permis ce changement de propriété. Bien que cette procédure leur fût aussi ouverte, les Sakalava n'y ont eu recours que de façon tout à fait exceptionnelle, ainsi qu'en témoigne le tableau suivant :

TERRES IMMATRICULÉES PAR DES SAKALAVA MASIKORO AVANT 1950 DANS LA SOUS-PRÉFECTURE DE MORONDAVA (PLUS UNE PARTIE DE LA SOUS-PRÉFECTURE DE MAHABO)

	<i>Terres immatriculées par des Sakalava Masikoro</i>		<i>Surfaces totales immatriculées (2)</i>	<i>% (1)/(2)</i>
	<i>Nombre</i>	<i>Surface (1)</i>		
Avant 1930	1	16 ha	34 090 ha	—
1930-1934	16	675 ha	2 617 ha	31
1935-1939	8	143 ha		
1940-1944	3	16 ha	1 838 ha	2
1945-1949	4	36 ha		
Total avant 1950	32	886 ha	38 545 ha	2.2

Ces 886 hectares constituent évidemment une proportion infime de l'ensemble des terres appartenant à des Sakalava dans la région. Les quelques demandes d'immatriculation effectuées par des Sakalava l'ont été dans trois types de circonstances:

— lorsque le terroir villageois était l'objet de convoitises trop pressantes de la part d'immigrants ayant déjà des attaches familiales sur place et donc le droit d'émettre certaines prétentions fondées sur le droit traditionnel; ce fut souvent le cas dans les villages ayant depuis longtemps accueilli des immigrants comme Bezezika, Bemanonga et les villages de la périphérie de Morondava;

— lorsque à la mort d'un propriétaire traditionnel, sa succession provoquait des contestations que les instances traditionnelles ne parvenaient pas à trancher, il arriva fréquemment que l'une des parties fût amenée à requérir l'immatriculation, aggravant d'ailleurs ainsi le conflit en cours;

— si le propriétaire désirait s'endetter auprès d'un étranger, il était fréquemment poussé par son créancier à demander l'immatriculation de la terre servant de gage.

Dans les faits, avant 1950, les demandes d'immatriculation émanant de Sakalava demeurèrent tout à fait exceptionnelles. Surtout, on ne peut pas dire que la procédure ait permis à une quelconque catégorie Sakalava (notables, commerçants...) de déboucher sur des formes significatives d'inégalités foncières (1). A l'heure actuelle, ces inégalités demeurent faibles au sein des villages Sakalava, même dans le delta. D'une part, en effet, il ne peut y avoir de gens vraiment démunis de terre, car il est toujours possible de migrer à courte distance vers des zones où l'accès à la terre est aisé. Nous avons ainsi retrouvé la trace de plusieurs ménages résidant autrefois dans les villages de la périphérie de Morondava et qui, expropriés sans contrepartie dans les années 30, s'étaient seulement déplacés de quelques kilomètres vers le Nord pour retrouver, autour de Mangily, des baiboho à peu près équivalents à ceux qu'ils avaient perdu. Cette circonstance explique largement la faible combativité apportée par certains Sakalava à la défense de droits pourtant évidents. Il leur paraissait plus simple de se déplacer de quelques kilomètres que de se lancer dans des procédures juridiques perdues d'avance.

D'autre part, il est clair que dans l'idéologie Sakalava traditionnelle, la terre ne possède qu'une valeur très modeste: dans ce contexte, il serait totalement aberrant de vendre une partie de son troupeau pour acquérir, par exemple, des rizières, même si d'un point de vue de pure rationalité économique l'opération pouvait s'avérer rentable. Les « riches » Sakalava ont pour souci majeur d'augmenter la taille de leur troupeau; c'est à cet objectif qu'ils utiliseront d'éventuels surplus monétaires.

Malgré cette faible différenciation foncière, l'existence de surplus agricoles d'intensité inégale demeure évidemment possible. Pourtant, ces éventuels surplus ne débouchent sur aucune accumulation significative.

— *les surplus en produits agricoles* (produits refusés par le collecteur) ont eu pour principale conséquence de changer quelque peu les habitudes de consommation: les pois du Cap et l'arachide ont ainsi pris une petite place dans l'alimentation du Sakalava; le riz, fort rare à l'époque pré-coloniale, est apprécié quand, après la récolte, les greniers en sont abondamment pourvus. Lorsqu'il n'y en a plus, on revient sans difficulté ni frustration apparente au maïs, au manioc et au tavolo.

(1) Si cette remarque est vraie pour les Sakalava Masikoro (les Sakalava de l'intérieur) elle l'est beaucoup moins pour les Vezo (les Sakalava de la mer) dont certains clans réussirent à cette époque à se tailler d'importants domaines fonciers.

— *Le surplus monétaire après impôts*, était faible par définition, puisqu'on ne pratiquait des cultures commerciales que pour faire face à cette dépense; mais une récolte exceptionnelle demeurait possible. On utilisait alors la monnaie disponible de deux manières:

- une partie était dilapidée, le jour même de la vente des produits, en alcool et en petits achats divers;
- le reste pouvait être thésaurisé sous forme de petits bijoux, dents en or ou *sajoa* (cruches en cuivre d'importation indienne); il s'agissait effectivement d'une thésaurisation en vue de parer à des besoins monétaires imprévus, car ces biens n'étaient inclus dans aucune circulation cérémonielle.

Si le surplus monétaire était réellement d'une importance exceptionnelle, il pouvait servir à acheter des bœufs. Mais le taux de l'échange de ceux-ci contre les produits agricoles leur était nettement défavorables en raison de la rareté relative des bêtes mises sur la marché. Il n'était donc guère possible, sauf cas tout à fait exceptionnel de compter sur ce moyen pour modifier de façon significative la taille d'un troupeau.

Pourtant, la colonisation n'a pas fait diminuer la passion des Sakalava pour les bœufs, ainsi qu'en témoigne cette interview recueillie dans la région en 1964 par G. Roy:

« L'argent cela passe dans votre poche aujourd'hui, demain c'est ailleurs. Il ne laisse ni marque ni couleur. Les bœufs nous permettent de conserver le « *sofindrazana* ». Et cette marque a d'autant plus de valeur qu'il y a plus de bœufs dans le parc portant cette marque. On dira: « Ah, un tel n'est pas mort. On lui a porté un grand nombre de bœufs portant sa marque pour telle cérémonie ». Mais avec l'argent, on ne peut faire la marque d'oreille des ancêtres et quand on a des milliers de billets, cela ne se voit pas et ne rend pas hommage aux ancêtres dont on a hérité la marque. Grâce aux bœufs, la marque des ancêtres est immortelle. Même si on achète une vache déjà marquée, on attend qu'elle mette bas et on fait porter aux petits la même marque que celle des ancêtres et non celle que porte la vache-mère... Pour toute autre chose, l'argent peut bien remplacer les bœufs sauf en ce qui concerne les ancêtres... C'est pourquoi, tant que nous invoquerons les morts, les bœufs ne disparaîtront pas d'ici... » Et plus loin: « Nous, paysans, nous préférons le bœuf à l'argent, parce que le bœuf est honneur (*voninahitra*), parure (*haingo*), protection (*fiarovana*) et moyen de travail (*fiasana*) » (1).

Malgré l'attrait qu'ils continuent à représenter pour les Sakalava, les bœufs ne peuvent être accumulés qu'en quantités limitées. Les Sakalava, nous venons de le voir, n'ont qu'un accès très médiocre à la monnaie. De plus si les vols de bœufs sont loin d'avoir disparu, il n'est pas question, par ce moyen, de constituer un troupeau important que l'on pourrait exhiber au grand jour: les bêtes volées sont presque toujours vendues, à bas prix, à des intermédiaires marrons — souvent des Antandroy ou des maquignons Merina.

Pour cette raison, mais aussi parce que les groupes de parenté ont tendance à ne plus exister que sous la forme de simples segments de lignage, les grands troupeaux ont peu à peu complètement disparu dans le Menabe central. En 1972, le village

(1) G. Roy: Recueil d'interviews réalisées en 1964 dans les villages de migrants (région de Morondava). ORSTOM — Tananarive 1964. L'interview citée a été recueillie dans le village Sakalava de Belobaka.

de Beleo, considéré comme assez riche en bœufs, en comptait environ 1 500 répartis en une vingtaine de troupeaux indépendants, soit une moyenne d'environ 10 bêtes par ménage, de 50 à 60 par segment de lignage. L'enquête PNUD-FAO pour le delta de la Morondava arrivait à un chiffre moyen très comparable: 11 bœufs par exploitation.

Mais, dans cette société Sakalava peu différenciée, à accumulation faible ou nulle, il n'y avait, à l'inverse, aucune évolution dans le sens d'une paupérisation. Les terres — nous l'avons déjà indiqué — n'étaient toujours pas rares. Au sud de la Maharivo comme au nord de la Tsiribihina, demeuraient d'immenses terrains de parcours pour le bétail. Une importante évasion fiscale restait toujours possible pour les troupeaux de petite ou moyenne dimension, car d'énormes espaces demeuraient largement sous-contrôlés par l'administration. Enfin, la disette était inconnue, car la forêt, toujours proche, offrait ses possibilités de cueillette, de chasse ou de piégeage.

LES FORMES SOCIALES DU NOUVEL ÉQUILIBRE

A la fin de l'époque coloniale, l'atomisation des groupes de parenté, amorcée dès les débuts de la colonisation, n'a cessé de s'aggraver. Le clan a définitivement cessé de constituer une unité opérationnelle, bien que l'on continue constamment de se référer à son contenu idéologique. Il n'existe plus de circonstances permettant la réunion de l'ensemble des membres d'un même clan; la plupart de ces derniers ne se connaissent d'ailleurs plus et n'ont plus en commun qu'un certain nombre de traditions orales et d'interdits, une marque d'oreille identique pour leurs bœufs et le nom de leur clan.

Les groupes territoriaux, les communautés villageoises, sont composés désormais de la juxtaposition de micro-lignages. A la tête de chacun d'eux demeure toujours un Mpitoka; il n'a rien perdu de ses attributions cérémonielles, mais il ne contrôle plus qu'un nombre infime de ménages. Pour avoir une idée de l'ampleur de ce processus de décomposition des clans, nous pouvons signaler qu'en 1972 (une trentaine d'années, il est vrai après le terme de la période coloniale, mais le mouvement ne s'est guère accéléré) chaque Mpitoka contrôlait en moyenne 6,5 ménages à Befasy (vallée de la Maharivo), 5,7 à Tsimahavao et 5 à Antsakoameloka, à la périphérie de la ville de Morondava. Nous avons recensé plusieurs Mpitoka dont ne dépendaient que 2 à 3 ménages.

Ces segments se scindent facilement, au gré des circonstances, celui ou ceux qui parte(nt) devenant le(s) Mpitoka du nouveau sous-segment.

En fait, de plus en plus les rapports sociaux quotidiens s'établissent sur la base dominante des rapports de résidence. Le phénomène apparaît avec netteté au niveau des unités cérémonielles autrefois exclusivement construites sur des critères familiaux. D'une part, lors des cérémonies importantes — toujours organisées à l'initiative d'un Mpitoka déterminé — les « voisins » sont aussi systématiquement invités que les proches des unités cérémonielles autrefois exclusivement sur des critères familiaux. D'une part, lors des cérémonies importantes — toujours organisées à l'initiative d'un Mpitoka déterminé — les « voisins » sont aussi systématiquement invités que les proches parents et le regroupement des assistants pendant la cérémonie est effectué selon des critères géographiques; de même, les contributions sont apportées par les invités au nom de tel village, et non plus au nom de tel clan.

De plus, on voit apparaître certaines cérémonies qui, si elles ne sont pas entiè-

rement inédites, n'en présentent pas moins des caractères entièrement nouveaux. Le « tonin tanana », par exemple, concerne explicitement la communauté villageoise en tant que telle: il s'agit par des rites de purification, d'écarter de la communauté un certain nombre de dangers provenant d'influences néfastes.

Cette restructuration des rapports sociaux s'exprime par une crise sérieuse au niveau des rapports de production. Les Sakalava acceptent très difficilement de travailler pour le compte d'autres Sakalava, s'il n'y a pas entre eux de rapports de parenté, les rapports ainsi établis étant considérés comme la résurrection des rapports qui existaient entre maîtres et esclaves. Comme les groupes de parenté proprement dits sont réduits à leur plus simple expression, il arrive très fréquemment qu'un paysan Sakalava ait besoin d'un complément de main-d'œuvre. Pratiquement, il devra s'adresser à des immigrants qui accepteront seuls de travailler pour un salaire. A l'inverse, un Sakalava ayant un besoin pressant d'argent et ne pouvant s'en procurer par d'autres moyens, acceptera à la rigueur de se salarier, mais seulement chez un étranger, indien ou européen ou, à l'extrême rigueur, chez un immigrant, loin de ses rapports communautaires quotidiens. De toute façon, il faudra une situation extrêmement critique pour que le Sakalava en soit réduit à cette extrémité et il tentera d'y mettre un terme au plus vite.

Dans le même sens, les propriétaires terriens Sakalava recruteront des métayers chez les immigrants Betsileo ou Koroa bien plus facilement que parmi les membres de leur ethnie.

Dans le cadre de ces rapports inter-Sakalava, la recherche du prestige social continue à passer par la possession de bœufs nombreux, mais la richesse en bœufs n'est plus que faiblement articulée aux mécanismes réels de reproduction du pouvoir. Les bœufs sont devenus une sorte de « cul de sac social »: ils ne constituent pas un moyen de production sauf pour les riziculteurs qui les utilisent au piétinage, ils ne sont pas commercialisés de façon régulière puisque l'idéologie dominante attache infiniment plus de valeur à la richesse en bœufs qu'à celle en monnaie, ils ont cessé d'être un instrument de surenchère permettant aux groupes « riches » de s'assurer une descendance plus nombreuse que les autres... Pourtant, par fidélité à une idéologie dominante qui n'a pas eu le temps de s'adapter, les bœufs continuent à constituer le mode dominant d'accumulation.

La situation ainsi définie est éminemment peu « dynamique » au sens qu'accorde à ce terme l'idéologie du « développement ». L'articulation entre les systèmes économiques colonial et Sakalava lignager étaient alors réduits à leur plus simple expression. Pour ce dernier, les problèmes de coexistence étaient en fin de compte de deux ordres:

— il a souvent été nécessaire de changer de place pour continuer à mener la même vie que par le passé;

— pour acquérir les jetons monétaires, il a fallu se résigner à pratiquer un minimum de cultures commerciales ne jouant qu'un rôle tout à fait marginal, dans les temps de travaux ainsi que dans l'ensemble des activités sociales.

Tout se passe comme s'il y avait eu simple juxtaposition des sociétés Sakalava et coloniale, chacune d'entre elles campant sur ses positions. La société coloniale s'est contentée de prélever sans effort, sans investissement et sans risque les fruits modestes d'un certain surtravail imposé par la contrainte à la population Sakalava. Cette dernière n'avait aucune raison de chercher à s'intégrer davantage dans les rapports marchands puisque ses besoins étaient assurés de façon satisfaisante dans le cadre « traditionnel ».

C'est dans cette auto-suffisance de la société Sakalava et dans l'aspect rudimentaire de cette articulation avec le système économique colonial qu'il faut sans doute chercher les raisons de la « carence » de la main-d'œuvre Sakalava qui tout au long de l'époque coloniale dédaigne avec une égale conviction les incitations du marché, provoquant le fiasco des ambitieux projets de colonisation agricole élaborés au début du siècle.

Paris, mai 1974

